**Module : CLE**

**Niveau : L2**

**Semestre : 04**

**Année universitaire : 2024-2025**

**II- La France face à la crise des années 1930**

**A) Une crise économique tardive et persistante**

En 1929, le **plan Young** remplace le plan Dawes et rééchelonne le paiement des réparations allemandes. À cette époque, la France connaît une période de croissance économique vigoureuse, après les années difficiles de la Première Guerre mondiale. Les années 1920, souvent appelées les **« années folles »,** sont marquées par un climat d’insouciance, un renouveau artistique et une forte croissance. Paris devient un centre culturel majeur, accueillant les Jeux Olympiques de 1924 et voyant l’émergence de mouvements artistiques comme le surréalisme.

Cependant, la France est relativement épargnée par les premiers effets de **la Grande** **Dépression**, qui frappe violemment les États-Unis à partir de 1929. Ce n’est qu’en 1931, avec la dévaluation de la livre sterling, que la crise commence à se faire sentir en France. Contrairement à l’Allemagne ou aux États-Unis, où le chômage de masse atteint des niveaux dramatiques (parfois plus de 25 %), la France ne connaît pas de chômage massif et les faillites y sont moins nombreuses. Pourtant, alors que d’autres pays montrent des signes de reprise dès 1934, la situation économique française continue de se dégrader jusqu’au printemps 1935, et la reprise qui suit est plus lente qu’ailleurs.

La France, moins touchée de manière visible, adopte une approche hésitante face à la crise. Après avoir stabilisé le franc en 1928, le gouvernement refuse initialement de dévaluer sa monnaie, une mesure pourtant prise par de nombreux autres pays pour relancer leurs exportations et leur production. Cette décision entraîne **une déflation** importante et une perte de compétitivité internationale. Par ailleurs, la France s’efforce de maintenir l’équilibre budgétaire par une politique d’austérité, limitant les efforts de relance économique à des plans de faible envergure, comme **le plan d’outillage Laval** en 1931 ou **le plan Marquet** en 1934. Ces initiatives contrastent avec des mesures plus ambitieuses, comme **le New Deal** de Roosevelt aux États-Unis, inspiré des théories keynésiennes.

Pour atténuer les effets de la crise, la France adopte **des mesures protectionnistes**, se repliant sur son **Empire colonial** où les échanges commerciaux augmentent. Bien que cette stratégie permette de limiter l’impact de la crise, elle renforce également les archaïsmes de l’économie française : faibles investissements, méthodes de production obsolètes, manque d’innovation dans le patronat, etc. Ce repli empêche la modernisation de l’économie et prolonge les difficultés.

Enfin, l’instabilité politique et l’incapacité des gouvernements successifs à répondre efficacement à la crise plongent la France dans une situation économique et politique difficile, la maintenant dans un marasme dont elle ne sort que lentement et partiellement.

**B) Une instabilité politique et des troubles sociaux importants**

**La montée des extrémismes en France dans les années 1930**

La crise économique des années 1930 s’accompagne d’une montée des régimes autoritaires et des extrémismes en Europe. En Italie, Mussolini consolide son pouvoir, tandis qu’en URSS, Staline renforce son emprise. En Allemagne, Hitler arrive au pouvoir en 1933 et obtient rapidement les pleins pouvoirs en mars de la même année. La France, bien que démocratique, n’échappe pas à cette vague d’extrémisme.

En France, la crise économique s’accompagne d’une **instabilité politique** croissante. Les gouvernements se succèdent rapidement, souvent sans ligne politique claire, ce qui aggrave le climat d’incertitude et de mécontentement populaire. Ce contexte favorise la montée d’un **antiparlementarisme** dans certains milieux, renforcé par des scandales politiques comme les affaires **Hanau** et **Oustric,** qui ont entaché la réputation de la classe politique. En 1933, **l’affaire Stavisky éclate** : Alexandre Stavisky, un escroc d’origine polonaise et juif, est accusé de détournements financiers. Cette affaire provoque la chute du gouvernement de **Camille Chautemps**, accusé par la droite d’avoir protégé Stavisky. Ce scandale alimente les sentiments **xénophobes** et **antisémites** dans une partie de la population.

Dans ce climat tendu, **les ligues d’extrême droite**, comme **la Ligue des Croix-de-Feu**, gagnent en influence. Ces groupes, inspirés par les modèles fascistes, organisent des actions contestataires et antiparlementaires. Leur mobilisation culmine lors des **émeutes du 6 février** **1934** à Paris, qui font une dizaine de morts. Ces émeutes éclatent après la mutation du préfet de police **Jean Chiappe**, jugé trop favorable à l’extrême droite. Les ligues cherchent à empêcher **Édouard Daladier** de former un gouvernement. Face à la violence et craignant une guerre civile, Daladier renonce, et **Gaston Doumergue** prend la tête d’un gouvernement d’union nationale.

Ces événements marquent un tournant. Alors que la droite parlementaire durcit son discours et se rapproche des idées d’extrême droite, la gauche y voit la preuve d’un **danger fasciste** grandissant. Sous l’influence de **Staline**, qui redoute l’expansion du fascisme en Europe, le Parti communiste français, dirigé par **Maurice Thorez,** se rapproche des socialistes pour former une alliance antifasciste. Parallèlement, **les radicaux**, sous la pression des « **Jeunes Turcs** » (un courant réformateur au sein du Parti radical), rompent leur alliance avec la droite et rejoignent les forces de gauche.

Cette union des partis de gauche aboutit à la création **du Front populaire**, une coalition qui remporte **les élections législatives de 1936**. Le Front populaire incarne alors l’espoir d’une réponse démocratique et progressiste face à la crise économique, à l’instabilité politique et à la montée des extrémismes.

**III- La France du Front populaire**

**A) Des réformes sociales et structurelles majeures**

Face à l’échec des gouvernements précédents, dont les politiques déflationnistes n’ont pas permis de résoudre la crise, **la SFIO** (Section Française de l’Internationale Ouvrière), devenue le premier parti de France, forme en 1936 le premier gouvernement socialiste de la Troisième République sous la direction de **Léon Blum.** Ce gouvernement **du Front** **populaire** lance une série de réformes sociales et structurelles ambitieuses.

Dès l’élection de 1936, avant même la formation du gouvernement, **des grèves massives** éclatent dans tout le pays, rassemblant jusqu’à **deux millions de grévistes** Ces mouvements, souvent accompagnés d’occupations d’usines, visent à obtenir des hausses de salaires et des améliorations des conditions de travail. Sous la pression, le patronat finit par céder, et les **Accords de Matignon** sont signés **le 7 juin 1936** entre les représentants du patronat, des syndicats **(notamment la CGT)** et le gouvernement. Ces accords prévoient des hausses de salaires **de 7 à 15 %,** la reconnaissance des conventions collectives et l’établissement de délégués du personnel dans les entreprises. Ces mesures visent à relancer la consommation et, par conséquent, la production.

Les Accords de Matignon sont complétés par des lois adoptées les **11 et 12 juin 1936**, qui instaurent deux réformes majeures :

- Les congés payés (15 jours par an), permettant aux travailleurs de se reposer et de voyager, ce qui contribue au développement du tourisme de masse.

- La semaine de 40 heures, destinée à réduire le chômage en partageant le travail.

Léon Blum qualifie sa politique de **« réflation»,** une alternative à la déflation et à l’inflation, visant à stimuler l’économie tout en évitant une hausse excessive des prix.

Le Front populaire lance également des **réformes structurelles** :

- En **août 1936,** **l’Office National Interprofessionnel du Blé (ONIB**) est créé pour réguler les prix du blé, soutenir les agriculteurs et racheter les surplus, offrant ainsi une sécurité aux producteurs céréaliers.

- **La Banque de France** est réformée pour réduire l’influence des **« 200 familles** », les actionnaires privés qui détenaient le pouvoir de décision. **Un conseil général** de 20 membres remplace l’ancien conseil des régents, et deux représentants du ministère des Finances y siègent de droit. Cette réforme vise à limiter l’opposition de la Banque de France aux politiques gouvernementales.

- Le Front populaire procède à **quelques nationalisations**, notamment dans le secteur de l’armement et de l’aéronautique, dont les usines sont déplacées de Paris à Toulouse pour des raisons stratégiques. **En 1937**, sous le gouvernement **de Camille Chautemps**, les chemins de fer sont nationalisés avec la création de la **SNCF** (Société Nationale des Chemins de Fer Français).

Bien que le Front populaire ait été de courte durée, ses réformes sociales et économiques ont marqué durablement la société française, améliorant les conditions de vie des travailleurs et posant les bases d’une économie plus régulée.

**B) Des résultats économiques décevants**

Malgré les réformes sociales importantes mises en place par le Front populaire, Léon Blum se heurte rapidement à des difficultés économiques majeures. Les hausses de salaires issues des Accords de Matignon sont rapidement neutralisées par une inflation galopante, en partie causée par l’augmentation des salaires eux-mêmes. Par ailleurs, le franc, fortement surévalué, subit des attaques sur le marché des changes, ce qui aggrave le déficit commercial de la France. Blum, qui refusait initialement toute dévaluation, finit par s’y résoudre en septembre 1936 : le franc est mis en flottement, puis une nouvelle monnaie, le franc Auriol (du nom du ministre des Finances), est créée. Cependant, cette dévaluation, tardive et de faible ampleur, ne permet qu’une reprise modeste des exportations et de l’économie en général.

Le Front populaire ne parvient ni à réduire le chômage, ni à relancer durablement la consommation et la production. Dès l’automne 1936, ces échecs suscitent de vives critiques. Face à ces difficultés, Blum annonce une pause dans les réformes au début de l’année 1937, mais il est contraint de démissionner en juin 1937. Camille Chautemps lui succède, mais il ne parvient pas à redresser la situation économique. Lorsque Blum revient brièvement au pouvoir au printemps 1938, il échoue à obtenir les pleins pouvoirs financiers nécessaires pour mettre en œuvre une véritable relance keynésienne.

Finalement, en 1938, le radical Édouard Daladier, jusque-là ministre de la Défense nationale, forme un gouvernement soutenu par la droite. Ce gouvernement marque la fin du Front populaire, les radicaux quittant la coalition de gauche. Daladier dévalue une nouvelle fois le franc et revient sur certaines réformes sociales du Front populaire, cherchant à relancer l’économie par une politique plus libérale.

**Conclusion : La France à la veille de la Seconde Guerre mondiale**

En 1939, la situation de la France reste préoccupante. Bien qu’une légère reprise économique soit observable à partir de la fin de l’année 1938, la production industrielle est encore inférieure de 20 % à son niveau de 1929. Les investissements insuffisants des années 1930 n’ont pas permis à la France de se préparer efficacement à la guerre. De plus, le pays fait face à un déclin démographique persistant, avec un taux d’accroissement naturel négatif à partir de 1935.

Pendant ce temps, l’Allemagne nazie renforce considérablement son potentiel industriel et militaire, testant ses nouveaux équipements lors de la Guerre d’Espagne (1936-1939), à laquelle la France refuse de participer. Ces facteurs contribuent à l’effondrement rapide de la France face à l’armée allemande en 1940 : en seulement cinq semaines, la France est vaincue et signe l’armistice le 22 juin 1940. Cette défaite rapide révèle les faiblesses structurelles de la France, tant sur le plan économique que militaire, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.